

Conclusion des travaux de la commission « culture, laïcité, sport, santé, famille et éducation » présidée par Marcel Ruby

Culture :

Le corps des inspecteurs de la création (les fonctionnaires du ministère chargés de l'achat des œuvres) a été très critiqué. Leur action a abouti à la mise en place d'un art officiel uniforme et conformiste, les artistes cherchant plus à répondre à des critères pré-définis qu'à se constituer un public ou une clientèle.

Beaucoup d'argent est ainsi utilisé dans l'achat d'œuvres, alors que l'argent du ministère devrait servir à démocratiser la culture.

Rappelons que Marcel Ruby est également président de la société d'histoire du radicalisme qui organise de nombreuses conférences sur l'histoire du Parti Radical.

Education

Plusieurs conférences ont été organisées avec à chaque fois des représentants des enseignants, des lycéens, des proviseurs, des étudiants ou des parents d'élève.

L'éducation est un des piliers de la république française. D'immenses moyens y sont consacrés et c'est normal : 20% du budget de l'Etat, 6 % du PIB .

Or, la situation est catastrophique. Toutes les enquêtes concordent : non seulement, le niveau de l'enseignement français est en dessous de la moyenne de celui des pays développés mais en plus il baisse d'années en années.

Ainsi, le **niveau d'orthographe** des élèves de 5^e est celui des élèves de CM2 d'il y a 20 ans (d'après les enquêtes de Béatrice et Philippe Pothier).

Le niveau en sciences a fortement baissé depuis 10 ans (D'après les enquêtes de l'OCDE PISA 2000-2003-2006).

Le niveau d'anglais est le plus faible de l'union européenne, d'après le RERPERSE (*Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes économiques*)

Le système français est , au monde , un des plus **inégaux** (seule la Bulgarie et le Chili nous battent sur ce terrain selon l'enquête PISA 2006).

Les réformes successives n'ont rien amélioré. Elles n'ont fait que rendre le système plus complexe.

Une solution serait de retirer à l'Etat une partie de la gestion de l'éducation et **la transférer aux régions.**

La politique de l'éducation se ferait en fonction du contexte local, en tenant compte des réalités économiques et de l'emploi. Une saine concurrence entre les régions créerait une émulation qui améliorerait l'ensemble du système.

Une autre solution serait de **rendre les établissements plus autonomes**, avec des chefs d'établissement ayant plus de libertés pour recruter et se séparer de leur personnel.

On pourrait également **revoir la séparation entre collèges et lycées** et faire des groupes scolaires incluant tous les niveaux de la 6^e ou même du primaire à la terminale.

Il a également été proposé d'**augmenter le nombre de proviseurs et d'adjoints**. Lors des 30 dernières années, ce dernier a en effet stagné pendant que le nombre d'enseignant augmentait considérablement.

Sport

L'expérience « école le matin – sports l'après midi » faites dans quelques établissements ne pourra être généralisée que si d'énormes moyens sont mis en œuvre : les équipements sont pour l'instant insuffisants. En Allemagne, ce système fonctionne, mais ce sont les familles qui financent les activités de l'après midi. Les familles françaises sont elles prêtes à faire ce sacrifice ?

Il a été également proposé de réformer le système de formation des animateurs sportifs, très coûteux pour les candidats et menant à des emplois précaires et peu rémunérés.